



ISSN 2260-1651

ISSN en ligne 2260-4987

Les perspectives d'avenir de la traduction à Madagascar

Mino Andriantsimahavandy

Université des Études internationales de Xi'an,

Centre d'études francophones, Chine

mimino1984@yahoo.fr

Reçu le 16-03-2020 / Évalué le 12-05-2020 / Accepté le 24-07-2020

Résumé

Madagascar se situe sur la côte sud-est de l'Afrique. Grâce à sa position géographique stratégique dans l'Océan indien, ce pays est un lieu de passage obligé des hommes et des biens entre l'Ouest et l'Est. Par conséquent, le rôle de la traduction dans une meilleure communication entre ces personnes n'est plus à douter. Cependant, il faut noter que le pays a été épargné par la forte vague des études de traduction en vogue depuis les années 1970. Il est ainsi d'un intérêt grandissant pour l'auteur de suggérer des mesures pour l'élaboration d'une politique de traduction. Ces règles promouvront le développement de la littérature et de la tradition littéraire malgaches, mais bénéficieront aussi aux citoyens malgaches à tous les niveaux de leur existence (que ce soit au niveau diplomatique, politique, économique, social ou culturel). Il sera ainsi nécessaire de bien ordonner le domaine de la traduction depuis son enseignement-apprentissage jusqu'aux documents que l'on doit traduire. De même, elles permettront de définir le rôle pragmatique du traducteur dans le développement socio-économique du pays.

Mots-clés : traduction, Madagascar, perspectives, développement

El futuro de la traducción en Madagascar

Resumen

Madagascar está ubicado en la costa sureste de África. Gracias a su posición geográfica estratégica en el Océano Índico, este país es un lugar de paso obligado de personas y de bienes entre el Oeste y el Este. Por consiguiente, es indudable que la traducción juega un papel central en la comunicación entre las personas. Sin embargo, el país no ha acusado el fuerte impulso de los estudios de traducción, en apogeo desde los años 70. Es por ello que el autor está especialmente interesado en sugerir medidas para elaborar una política de traducción. Tales medidas apuntarán a promover el desarrollo de la literatura y de la traducción literaria malgaches, y también serán beneficiosos para los ciudadanos malgaches en todos los ámbitos (diplomático, político, económico, social o cultural). En ese contexto, se necesitará poner cierto orden en todo lo referido a la traducción, desde su enseñanza y aprendizaje hasta los documentos que deben ser traducidos. Al mismo tiempo, las medidas propuestas permitirán definir el papel pragmático del traductor en el desarrollo socioeconómico del país.

Palabras clave: traducción, Madagascar, perspectivas, desarrollo

The future of translation in Madagascar

Abstract

Madagascar is located on the south-east coast of Africa. Thanks to its strategic geographical position in the Indian Ocean, this country is a place of passage for men and goods between the West and the East. Therefore, the role of translation in better communication between these people is no longer to be doubted. However, it should be noted that the country has been spared by the strong wave of translation studies in vogue since the 1970s. It is therefore of increasing interest for the author to suggest measures for the development of a translation policy. These rules will promote the development of Malagasy literature and literary tradition, but will also benefit Malagasy citizens at all levels of their lives (be it diplomatic, political, economic, social or cultural). It will thus be necessary to order the field of translation from its teaching-learning to the documents that must be translated. In the same way, they will make it possible to define the translator's pragmatic role in the socio-economic development of the country.

Keywords : translation, Madagascar, perspectives, development

Introduction

À la date d'aujourd'hui, Madagascar ne dispose pas encore ni de politique nationale de langue ni de politique de traduction. Or il est de l'avis de l'auteur, suite à une étude approfondie sur le développement qu'a pu apporter l'instauration de telles politiques dans divers endroits du t, que la *Grande île*, elle aussi, ne pourrait que tirer profit de la formulation et de l'implémentation de textes dans ce domaine.

Cela dit, même dans un cadre passablement précis du rôle que l'on confère aux traducteurs et aux interprètes malgaches, l'on peut voir poindre à l'horizon leur contribution dans le développement tant social qu'économique du pays. Nous verrons ainsi dans une première partie d'ordre historique la genèse de l'écriture malgache au XIX^e siècle qui est à l'origine de la diffusion et de la langue et de la culture malgaches grâce notamment à la traduction et à l'impression de certains ouvrages d'envergure. Nous creuserons ensuite la situation sociolinguistique qui prévaut actuellement à Madagascar et tirerons la conclusion que l'installation de plus en plus importante de ressortissants de pays étrangers sur le sol malgache va appeler à une visibilité encore plus indéniable et plus indispensable des traducteurs et des interprètes.

Se posent alors les questions qui touchent à la formation souhaitable et inévitable en amont des traducteurs et interprètes. En d'autres termes, quelles

suggestions avancer en vue de pallier au problème de désordre de cette discipline à Madagascar ? Comment positionner et aider les traducteurs et quel impact ils auront sur la production, la communication et la transmission des idées dans le pays ? Nous avancerons des suggestions de promotion d'une politique tangible de traduction. Les impacts de l'étude doivent se refléter sur les perspectives du succès qu'une telle politique projetterait à tous les niveaux de développement du pays.

1. Historique de la traduction à Madagascar

1.1. Les premiers interprètes et la genèse de l'écriture malgache

L'histoire de la traduction à Madagascar est intimement liée à divers domaines dont l'histoire, l'économie, la politique, et surtout à la genèse de la transcription de la langue malgache à la fin du XIX^e siècle.

La langue et la culture malgaches appartiennent à une tradition orale basée sur la perpétuation de la sagesse des ancêtres auprès des générations futures et sur le transfert de la compréhension de l'univers au moyen de *lovan-tsofina*, des contes racontés par les grands-parents à leurs petits-enfants tous les soirs autour de la cheminée. L'histoire de la traduction à Madagascar, pour situer la période, a commencé bien avant la colonisation de Madagascar par la France en 1960.

Entre le XI^e et le XIII^e siècle, des populations islamisées d'Oman, du Yémen, de Sumatra, etc., ont immigré et se sont installées dans le sud-est de Madagascar, apportant avec elles la forme arabe d'une langue appelée « sorabe ». Le roi Andrianampoinimerina a utilisé cette langue pendant son règne. Le mot « sorabe » vient du malgache « soratra » qui dérive lui-même de l'arabe « sourate » (« mot ») et « be » en malgache (« grand » en français). C'était une langue très secrète : seuls le roi, les diseurs de bonne aventure et les chefs religieux des ethnies *Antemoro* étaient autorisés à l'apprendre, à l'écrire et à la transmettre à un très petit nombre de personnes. Les documents écrits en « sorabe » couvraient principalement des questions religieuses, médico-magiques, historiques et culturelles. La plus ancienne découverte jusqu'à présent date du XIV^e siècle. La langue n'a jamais été enseignée aux gens ordinaires, c'est donc aujourd'hui une langue morte (Ouvrard, 2012).

Des études menées par des chercheurs tels Rajaonarimanana (Rajaonarimanana, 2000) ont montré que les premiers contacts entre Madagascar et les Pays-Bas aux XVI^e et XVII^e siècles ont beaucoup contribué à la connaissance de la langue malgache. En fait, les marins hollandais ont découvert l'île au XVI^e siècle et l'ont utilisée comme lieu de ravitaillement des navires et de soin des marins malades. Plus tard, des esclaves malgaches ont également été fournis aux commerçants hollandais

jusqu'au moment où les rois tribaux locaux ont utilisé les armes et la poudre (qu'ils ont obtenues grâce au commerce qu'ils ont fait avec les Hollandais eux-mêmes) lors des guerres avec d'autres tribus locales. Des interprètes étaient nécessaires lors de ces relations commerciales : ils étaient choisis parmi les marins malgaches libres ou parmi les esclaves malgaches appelés pour leur compétence.

Le 23 mars 1823, le roi malgache Radama I appose les voyelles françaises (à l'exception du « u ») et les consonnes anglaises (à l'exception de « c, q, w, x ») pour fixer la langue malgache.

Le 10 septembre 1823, Jones et Griffiths, deux missionnaires de la *London Mission Society* envoyés à Madagascar, ont commencé le travail ardu de la traduction de la Bible. Le 17 mars 1825, ils ont annoncé que le Nouveau Testament était traduit, ainsi qu'un grand nombre d'ouvrages (chapitres principaux) de l'Ancien Testament, et qu'ils continueront à réviser les mêmes livres. Ils ont été entièrement réalisés à la fin avril 1826 et les traducteurs se sont réunis deux fois par semaine pour réviser l'ensemble de la traduction. La mort de Radama I en 1828 a été suivie d'une instabilité politique qui a en quelque sorte accéléré la révision et l'impression du Nouveau Testament.

En 1830, le *Nouveau Testament* est traduit et imprimé et les Malgaches ont obtenu ainsi leur premier livre de lecture (Riffard, 2008 : 32). C'est le jalon de l'histoire de la traduction et de la littérature à Madagascar, car il a marqué la naissance de l'alphabet malgache et peu de temps après, le succès de la traduction de la Bible en malgache.

Des vocabulaires et des dictionnaires bilingues sont également confectionnés à cette époque.

1.2. La traduction à l'époque coloniale

En 1896, la France a colonisé Madagascar, renforçant le dialogue franco-malgache. Le français était imposé comme langue officielle. Des formations pour les rédacteurs et les traducteurs / interprètes ont été proposées pour permettre la traduction de documents dans les deux langues, par exemple celle du Code des traducteurs / interprètes pour les administrateurs. En même temps, dans les écoles, les élèves ont été évalués à travers des traductions malgache-français et français-malgache de certains passages donnés lors de l'examen officiel du Baccalauréat. Lors de la colonisation, des dictionnaires monolingues sont apparus sur le marché en tant que forme poussée de résistance à la colonisation. Les élites étaient préparées et formées pour devenir interprètes / écrivains en général et la méthode utilisée par

l'école pour l'acquisition de la langue française était la traduction (Rakotomavo, 2007 : 13). La traduction a été privilégiée pour l'acquisition de la langue française qui était la langue de l'éducation. C'était également vrai pour l'enseignement de l'anglais qui doit passer par le français. La traduction a « le rôle de canal de colonisation, parallèle et liée à l'éducation et au contrôle manifeste ou dissimulé des marchés et des institutions¹ » (Robinson, 1997 : 31).

2. Situation actuelle

Après son indépendance le 26 juin 1960, Madagascar a maintenu la langue française parmi ses langues officielles (l'autre étant le malgache) et est resté en zone française ou en francophonie. En 1963, la traduction en tant que matière à part entière était enseignée au département de langue malgache de l'Université d'Antananarivo. Le *Journal officiel* de Madagascar est devenu bilingue après 1960. Il est d'abord écrit en français avant d'être traduit en malgache et son titre a été modifié à plusieurs reprises selon la succession de présidents et de républiques différents. La version malgache se situe sur la page de gauche, tandis que la version française est sur celle de droite (Galibert, 2012 : 47).

Pour illustrer les programmes de traductologie à Madagascar en général et dans la capitale en particulier, de 1977 à 1983, Rahaingoson, un illustre linguiste malgache, a donné un cours intitulé « Initiation à la traduction » pour les étudiants de 1^{ère} année, puis un autre intitulé « Théorie et pratique de la traduction » pour la deuxième année. En 1994, il a donné deux conférences intitulées « Traduction » pour la première et la deuxième année à l'Université d'Antananarivo, la capitale de Madagascar.

En 1992, la 3^e République de Madagascar a ajouté une disposition dans sa nouvelle constitution stipulant que le malgache est la langue nationale.

En 2002, en raison de sa propension à la culture anglo-saxonne, le président nouvellement élu, M. Ravalomanana, a proclamé l'anglais troisième langue officielle de la Constitution. Mais cela n'a pas perduré suite notamment au renversement dudit président par son rival en 2009.

La traduction à Madagascar ne répond pas à une structure bien définie, ni dans son étude ni dans sa pratique. C'est encore un domaine « sauvage » car tout le monde s'improvise traducteur. Les traducteurs authentiques, qui l'ont appris principalement dans les écoles et instituts européens, ne s'intéressent pas tout à fait à la traduction du/ vers le malgache. Une réelle coordination générale n'existe pas non plus : il n'y avait pas de projet défini, de responsable désigné, de planification

explicite, ni d'équipe de mise en œuvre. Afin de remédier à cette absence de politique de traduction, la « Semaine de la traduction » a été instituée à partir de 2011 dans le but de promouvoir l'utilisation et la pratique de la traduction et, dans l'intervalle, d'enseigner la traduction.

En ce qui concerne l'utilisation des langues étrangères, 0,57% des Malgaches sont purement francophones et utilisent le français même à la maison. 6% des Malagasy sont francophones malgaches, c'est-à-dire qu'ils sont capables de communiquer dans les deux langues.

Des études ont montré que « le français est la langue principale des activités scientifiques, techniques et intellectuelles, bien au-delà de la langue malgache et malgré une faible émergence de l'anglais » (Rabenoro, citée dans Ravelomanantsoa, 2013 : 6).

15% des Malgaches comprennent le français sans l'utiliser quotidiennement et 75 à 80% des Malgaches vivant encore à la campagne ne maîtrisent pas le français. « Le choix du monolingualisme concerne principalement les ruraux car les ruraux restent généralement attachés aux valeurs traditionnelles » (Ravelomanantsoa, 2013 : 28) ». Les autres langues parlées à Madagascar sont :

- l'anglais (de plus en plus à la mode),
- une langue mixte (combinaison de français, malgache et anglais),
- l'allemand, le russe et le mandarin.

Il convient de noter que le mandarin gagne également en popularité avec la fondation de l'Institut Confucius d'Antananarivo en 2008. Mais la langue dominante reste toutefois le français mélangé au malgache, appelé « variaminanana² » en malgache, avec l'utilisation de mots français dans un discours malgache, ainsi que l'utilisation de mots français qui n'existent même pas mais qui sont créés grâce au mélange avec des morphèmes et des radicaux malgaches.

3. Des éléments en faveur de l'implémentation d'une politique traductionnelle

Les objectifs de la politique de traduction endossée par une politique linguistique à Madagascar seraient les suivants :

- a) promouvoir l'unité nationale
- b) enraciner la démocratie, qui inclut la protection des droits linguistiques
- c) promouvoir le multilinguisme
- d) promouvoir le respect et la tolérance à l'égard de la diversité linguistique et culturelle
- e) poursuivre l'élaboration et la modernisation de la langue [malgache]
- f) promouvoir le développement économique national

(Département des arts, de la culture, des sciences et de la technologie), (Tshotsho, 2013 : 41).

À Madagascar, le seul énoncé eu égard à la traduction figure dans le Journal Officiel n° 3004 : « La traduction multilingue doit être renforcée pour permettre la circulation des connaissances, des idées et des produits culturels ». Un tel constat prouve la fraîcheur de ce domaine d'études dans le pays. Parce que Madagascar est une île et donc un carrefour de civilisations, elle est devenue un foyer pour différentes langues et cultures. Les quatre langues (malgache, français, anglais et mandarin) étant à présent principalement parlées à Madagascar, les organismes habilités doivent prendre en compte l'appel à une politique de traduction les associant avec des facilités de traduction pour le travail et l'aspect quotidien de la vie de ces étrangers (exemple : des Européens et de plus en plus de Chinois) à Madagascar.

Des services / agences de traduction existent, certes, mais ils ne sont pas bien structurés. C'est un obstacle à la qualité et à la quantité d'œuvres traduites. Le domaine littéraire est la première victime collatérale de ces inconvénients car des traducteurs de moins en moins expérimentés fournissent des rendus de traduction passablement acceptables. Même si les Malgaches ont tendance à être plus polyglottes, ils ne disposent pas des outils nécessaires pour effectuer une traduction de haute qualité, qui, pourtant, est équivalent à un art. La plupart des traducteurs et interprètes à Madagascar travaillent en privé ; un grand nombre d'entre eux n'ont jamais suivi de formation professionnelle, ce qui réduit la qualité de leur travail.

Il est également nécessaire de formuler et de mettre en œuvre une politique de traduction à Madagascar car, bien que la demande de traduction augmente, l'offre reste stable, voire en baisse, et en raison de l'absence d'une politique de contrôle des œuvres étrangères à traduire, un manque de bonne littérature importée dans le pays se fait ressentir. Une politique de traduction est nécessaire pour coordonner les travaux, depuis la formation des traducteurs et interprètes jusqu'à leur recrutement, des modalités de travail jusqu'aux contrats qu'ils signent avec les clients, de l'évaluation des résultats à la publication de leurs rendus, et à leur réception par les lecteurs cibles. Le gouvernement et les institutions devraient promouvoir le multilinguisme auprès des élèves dès leur plus jeune âge. Pour atteindre le public analphabète et/ou illettré, il convient aussi de revitaliser l'interprétariat. Des critiques de la traduction littéraire doivent être formés pour améliorer et étendre ce domaine. Les traducteurs doivent avoir des accès facilités aux glossaires et aux bases terminologiques, et tisser des relations avec leurs pairs internationaux. La traduction littéraire aiderait à la reconnaissance de la littérature malgache à

l'étranger et vice versa. Un budget plus conséquent doit être alloué par l'Etat à la politique de langue en général et à la politique de la traduction en particulier. Des filières spécialisées en traduction et interprétariat doivent être créées, surtout pour la formation des guides-interprètes qui sont les principaux acteurs de développement du tourisme, ce dernier étant l'un des fleurons de l'économie du pays. Il est prouvé que les personnes manipulant plusieurs langues ont toujours plus de chance de mobilités sociales.

L'opinion publique joue un rôle dans le consensus de mise en place d'une politique de traduction par le gouvernement qui s'appuie sur le peuple. Il est certain que les personnes ayant des affaires à traiter au tribunal ne maîtrisent pas toutes les langues officielles, d'où la nécessité d'un service d'interprétariat dans le domaine particulier de la justice. Des concours ou des compétitions de la meilleure traduction devraient aider à la valorisation de ce métier à Madagascar et à donner plus de visibilité aux professionnels déjà établis. Un conseiller scientifique doit diriger et contrôler l'implémentation et veiller au respect du timing, etc. tandis qu'un chargé de mission doit suivre sa promotion.

La politique de traduction devrait stipuler :

les qualifications disponibles et nécessaires pour les traducteurs, énumérer leurs responsabilités et les devoirs généraux, ainsi que d'autres domaines dans lesquels ils pourraient se révéler utiles, et mentionner la façon dont ils pourraient être inclus dans le processus de prise de décision des différents organes politiques et au niveau national. Ce serait une ressource utile pour les employeurs et un manuel pour les utilisateurs de traductions. Il pourrait également mentionner ce qui ne peut être raisonnablement demandé des traducteurs³ (Kaufmann, 2012 : 337).

Finalement, il serait bénéfique de créer une revue de traduction pour diffuser auprès d'un public plus large les produits des recherches des traducteurs, des interprètes et des linguistes.

Conclusion

Une fois correctement mise en place, la politique de traduction suggérée dans cet article devrait mettre de l'ordre dans tous les aspects de l'activité, de son enseignement jusqu'à son évaluation, en passant par sa pratique. Le malgache doit être la langue partenaire de chaque traducteur. La traduction littéraire pour la jeunesse a toujours été favorisée. Il est recommandé à présent d'élargir cette activité à la littérature pour jeunes adultes et adultes. La politique traductionnelle favoriserait la recherche en traduction assistée par ordinateur, qui est l'avenir dans ce domaine.

En conclusion, à notre avis, les perspectives d'avenir de la traduction à Madagascar sont nombreuses et devraient susciter plus d'intérêts auprès des chercheurs, des gouvernants voire du simple citoyen. Les suggestions avancées dans cet article sont encore assez fondamentales, partielles, mouvantes et encore susceptibles d'amélioration. Nous espérons qu'elles seront soutenues par des recherches plus approfondies afin de permettre leur réelle application avec autant d'efficacité que d'efficience. Il est du devoir de tout un chacun de réaliser le premier pas pour attirer l'intérêt des décideurs et l'adhésion du grand public.

Bibliographie

- Galibert, D. 2012. « Traduction et pouvoir à Madagascar : du marquage des distances à l'énonciation de l'autorité ». *Etudes littéraires africaines*, vol. 34, p. 43-53.
- Kaufmann, J. 2012. «The darkened glass of bilingualism? Translation and interpreting in Welsh language planning». *Translation studies*, n°5, p. 327-344.
- Ouvrard, L. 2012. « L'écriture arabico-malgache, quels enjeux identitaires ? ». In : *Écritures, politiques linguistiques et didactique des langues*. Paris : Editions des archives contemporaines.
- Rabenoro, I. 1996. « Le vocabulaire politique malgache de mai 1972 ». *Bulletin de l'Académie nationale des Arts, des Lettres et des Sciences*, Tome LXXIV/1-2, p. 5-11.
- Rajaonarimanana, N. 2000. « La contribution hollandaise à la connaissance de la langue malgache ». In : *L'extraordinaire et le quotidien : variations anthropologiques*. Paris : Editions Karthala.
- Rakotomavo, H., C. Razanadraibe. 2007. « L'enseignement de la langue anglaise à Madagascar : d'hier à demain ». *Symposium international Plurilinguisme à Madagascar, dans l'Océan indien et au-delà. Quand les perspectives se rencontrent*. Antananarivo : École Normale Supérieure.
- Ravelomanantsoa, H.G. 2013. « Linguistic representations and identity reconstruction: analysis of the relation between students and foreign languages ». Antananarivo : Dissertation for MA degree.
- Riffard, C. 2013. « Rabearivelo traducteur ou l'effet boomerang ». *Études littéraires africaines*, n° 34, p. 29-41.
- Tshotsho, B. P. 2013. «Mother tongue debate and language policy in South Africa». *International Journal of Humanities and Social Science*, n° 3, p. 39-44.

Notes

1. "the role of channel of colonization, parallel to and connected with education and the overt or covert control of markets and institutions" (Robinson, 1997: 31).
2. « variaminanana » : un plat typique malgache constitué de riz cuit avec beaucoup d'eau, mélangé avec des brèdes et de l'émaciée de viande de zébu.
3. "the qualifications available and required for translators, lists their general responsibilities and duties as well as other fields in which they might prove useful, and mention how they could be included in the policy and decision-making processes of individual bodies and at national level. It would be a helpful resource for employers and a manual for users of translations. It might also mention what cannot reasonably be asked of translators" (Kaufmann, 2012: 337).